

ALGERIE AN I

La crise au sein du F.L.N., entre le GPRA et l'aile regroupée autour de Ben Bella, éclate dans le moment même où des millions d'Algériens fêtent l'accession à l'indépendance.

Dans l'apparent désordre de cette Algérie délabrée par la guerre, les observateurs superficiels ne voient alors que le chaos et envisagent une perspective de « conglotisation ».

Les jérémiades de notre « gauche » française, sa secrète satisfaction (On vous l'avait bien dit !) mesurent alors le degré d'incompréhension du développement concret de la Révolution Algérienne qu'elle s'est d'ailleurs toujours refusée d'appeler ainsi.

« La Révolution algérienne n'est pas le produit abstrait d'une vue de l'esprit, ni un schéma théorique. Elle résulte d'une nécessité historique contraignante qui est déterminée par le processus objectif de la lutte de libération. » (Programme de Tripoli).

Durant toute la guerre, cet aspect a, pour beaucoup ou en totalité, échappé à l'ensemble du mouvement ouvrier français (PCF, SFIO et PSU).

Et pourtant... ! Pour qui a suivi et a été mêlé à la lutte admirable et combien atroce du peuple algérien, la signification profondément révolutionnaire de l'irruption sur la scène de l'histoire de millions de paysans algériens est profondément claire.

Et dans la crise salutaire du début de l'indépendance est en train de se jouer, dès le départ, l'avenir même de la Révolution.

Déjà, le programme de Tripoli s'est exprimé nettement : « La guerre de libération menée victorieusement par le peuple algérien redonne à l'Algérie sa souveraineté nationale et son indépendance. Le combat n'est pas pour autant achevé. Il est appelé, au contraire, à se poursuivre afin d'étendre et de consolider les conquêtes de la lutte armée par l'édification révolutionnaire de l'Etat et de la société ». A ce sujet, nous renvoyons nos lecteurs au numéro de l'Internationale de septembre 1962 s'ils veulent saisir la trame profonde de la crise du FLN.

EVIAN ET TRIPOLI

Au cours de la guerre, le FLN s'était développé en tant que Front composé d'éléments divers de forces sociales différentes y compris « bourgeoisistes ». Cette dernière tendance s'exprimait essentiellement dans les sommets, au sein du GPRA et à travers l'exécutif provisoire. Sous son influence le FLN avait connu, dans la dernière phase de la guerre, une dépolitisation progressive.

Mais dans les masses révolutionnaires algériennes, la lutte armée avait engendré une certaine conscience politique dont les exigences portaient évidemment sur l'avenir de la Révolution.

Ces forces révolutionnaires plébiscitées, socialisantes se regroupèrent à Tripoli.

Pour la première tendance bourgeoisiste, les accords d'Evian exprimaient une tentative de passage à froid vers un pouvoir bourgeois, une indépendance dans la coopération avec l'ancien impérialisme, par conséquent dans un cadre capitaliste néo-colonialiste.

On doit à l'aile anti-bourgeoisiste, à travers son analyse de la société algérienne de ses composantes politiques et de sa critique des insuffisances politiques du FLN, l'essentiel du Programme de Tripoli qui prévoyait un Développement Non-Capitaliste de l'Algérie.

Ce regroupement, au sein du FLN, sur la base de ce programme marquait la fin du FLN en tant que Front et ouvrait la Phase Sociale de la Révolution Algérienne. C'est tout le sens de la lutte de Ben Bella-Boumediène contre le reste du GPRA.

DEPUIS AOUT 1962

Le choix de ce qui allait devenir la nouvelle direction de la Révolution ne permettait pas encore de déterminer par quelles voies concrètes le développement socialiste allait s'amorcer.

Mais entre juillet et octobre, l'intervention spontanée des masses et diverses mesures prises par cette direction amorcent une évolution très importante qui préfigure déjà la politique de l'Algérie Nouvelle.

Une crise économique grave menaçait, due aux destructions systématiques de l'impérialisme sous couvert de l'OAS, provoquée ensuite par le départ massif de près d'un million d'Européens, maîtres de l'industrie et du commerce et prépondérants dans l'agriculture. Ceci n'avait pas d'autre signification que de rendre l'Algérie Nouvelle encore plus dépendante de l'aide conditionnelle que l'impérialisme s'appropriait à lui mesurer chichement.

C'est ce vide dans l'économie, cette fuite des colons, l'existence de ce secteur vacant qui allaient constituer le levier par lequel passerait la voie transitoire vers le socialisme.

Sur des centaines de milliers d'hectares de terres abandonnées s'installent les paysans sans terre, les fellahs déplacés ou libérés des camps, ceux qui reviennent de l'étranger où ils étaient réfugiés, les familles dont les terres et les habitations ont été détruites et brûlées.

Comme le souligne excellemment le journal « Le Peuple » du 5-7-63 dans un document sur l'auto-gestion : « Si, au cours de la lutte et surtout à l'heure de l'indépendance des groupes de travailleurs se sont emparés des entreprises industrielles et agricoles laissées vacantes par leurs anciens propriétaires ce n'était pas au nom

d'une doctrine pré-établie sur l'appropriation des moyens de production mais parce que leur bon sens d'ouvriers et de paysans leur dictait que c'était par là et seulement par là que passaient la construction du pays et leur émancipation d'hommes. Les travailleurs ont eux-mêmes et spontanément mis en place la gestion collective. Spontanément, c'est-à-dire sans pression aucune d'une force extérieure, ou du sommet, mais non par hasard, car elle est l'aboutissement d'une mentalité collectiviste naturelle que 130 années d'exploitation n'ont fait que renforcer et qui a mûri radicalement pendant les sept années d'opposition révolutionnaire à la colonisation. Il faut voir cette marche comme le réflexe naturel d'un groupe en évolution pour comprendre la signification et le pourquoi de l'auto-gestion ».

Cette intervention des masses a été niée par beaucoup, ailleurs qu'en Algérie, dans la gauche française, oubliée par les problèmes de personnes et les luttes au sommet.

Il appartient à Jeanneney, ambassadeur de France à Alger, de tirer des multiples rapports de ses consuls de France en Algérie la conclusion suivante : (Parlant du danger d'anarchie) « ...il venait sous une forme nouvelle : ce sont aujourd'hui les comités de gestion constitués par les syndicats ou simplement par des meneurs locaux qui font échec à l'autorité légale et l'obligent à composer. La réglementation sur les biens vacants est généralement l'occasion de cette prise en mains par des équipes de travailleurs des entreprises agricoles ou industrielles, mais il arrive que des comités de gestion se forment sur des fermes occupées par leur propriétaire ou dans des usines qui marchent normalement sous la direction de leurs cadres habituels... ».

Ce sera le mérite du gouvernement Ben Bella constitué le 26 septembre, d'exprimer cette volonté des masses de construire, entretenir, semer et récolter.

Premièrement, en publiant les décrets des 22 octobre et 23 novembre 1962 instituant les comités de gestion.

Deuxièmement, en annulant toutes les transactions mobilières et immobilières survenues depuis le 1^{er} juillet 62 se réservant même le droit de l'étendre aux ventes et locations postérieures au 19 mars 62 dans le but de « combattre un nouveau colonialisme algérien qui se substituerait au colonialisme français » (Ben Bella).

Troisièmement en lançant les opérations Reconstruction et Labours dont la gauche sectaire (La Voie Communiste) dénonga l'« improvisation » et l'« imprévoyance » mais dont le succès, malgré tout, est notable puisque d'ores et déjà la récolte 1963 sera plus importante que celle de 1962.

Néanmoins, les décisions d'octobre légalisant l'institution des comités de gestion connaissaient certaines difficultés. Leur structure était très élémentaire, ils étaient menacés de dégénérescence bureaucratique soit qu'ils étaient parfois désignés d'en haut par les autorités politiques locales et pas forcément avec des travailleurs de l'exploitation, soit parce qu'une fois nommés ou élus, ils n'étaient plus soumis au contrôle de la masse, en l'absence de disposition concernant la réunion statutaire de l'assemblée générale ou du conseil ouvrier intermédiaire entre cette assemblée générale et le comité de gestion en place.

L'aptitude des paysans à la gestion collective, leur sens des responsabilités se vérifièrent entre juillet 62 et février 1963, mais la révolution plafonnait, déclinait.

La compréhension de cette voie choisie par les masses n'était pas le fait de toute la direction mais essentiellement de l'aile groupée autour de Ben Bella. L'importance du mouvement des comités de gestion était comprise même de la part d'éléments sincèrement révolutionnaires. La centrale syndicale UGTA n'en faisait pas son axe de travail préoccupée d'implanter d'abord son organisation, prisonnière de schémas « revendicatifs » dans un pays ruiné dominé par le chômage. Le Parti communiste Algérien lui-même était contre.

D'autre part, les forces sociales bourgeoises commençaient à prendre conscience de cette nouvelle phase. La question de savoir comment avancer encore dans une voie révolutionnaire se posait, en l'absence d'une direction et d'un parti marxiste révolutionnaires, quasiment sans gouvernement, avec des syndicats encore très faibles et une administration (coulée dans l'ancienne structure colonialiste) composée d'éléments réputés compétents techniquement mais anti-socialistes ou apolitiques ?

La bataille politique faisait rage dans les sommets.

LE BOND EN AVANT DE MARS 1963

Pour les raisons que l'on vient d'évoquer, le mouvement des masses se déroulait dans un certain désordre, quoiqu'en ayant établi une situation de fait irréversible qui consacrait un rapport de forces favorable aux éléments révolutionnaires.

La droite bourgeoisiste ne pouvait imposer sa politique qu'au moyen d'une répression formidable de ces forces.

Tous les jours à 19 heures (heure française) écoutez le bulletin d'information de Radio Alger et l'émission du Bureau d'Animation du secteur socialiste.

Pour ce faire, il lui aurait fallu disposer de l'armée, or, cette dernière était avec Ben Bella et Boumediène.

La droite était vouée à la défaite. Leur volonté de dénationaliser était patente. Les récents propos de Ferhat Abbas en font foi. C'est dans ces conditions que le choix du bond en avant, de l'accélération du processus révolutionnaire a été fait.

« Ceux qui s'imaginaient que le gouvernement de l'Algérie Révolutionnaire allait demeurer les bras croisés devant leurs manœuvres qui ne tendaient à rien moins qu'à liquider les biens vacants, eh bien, ceux-là se trompaient », dira Ben Bella le 29 mars 1963, en présentant les décrets sur les comités de gestion qui ne sont rien moins que la structure au sein de laquelle se développe la gestion collective.

Ces décisions capitales de mars 1963 répondaient à trois nécessités.

1) Consolider le vaste domaine des biens vacants (1 million 500.000 hectares de terres parmi les plus productives, environ 200 entreprises industrielles).

2) Barrer toute possibilité aux propriétaires de les reprendre.

3) Donner la possibilité d'amplifier ce domaine en étendant la notion de vacance aux entreprises qui cessent leur activité, auront une exploitation anormale ou risqueraient de troubler l'ordre public.

Ces mesures sont complétées par le décret historique du 22 mars 1963 sur l'auto-gestion qui montre que Ben Bella a voulu miser sur l'initiative et la participation consciente des masses renouant avec les meilleures traditions de démocratie ouvrière et paysanne. Notre journal s'est étendu déjà longuement sur ces questions en avril 1963 (N° 136 de « l'Internationale »).

Le 16 avril 1963, Khider démissionne du secrétariat général du bureau politique du FLN à la tête duquel Ben Bella le remplace.

A cette occasion se révèle l'existence de tensions au sein du FLN. Chacun a, en effet, remarqué que l'appel direct au peuple algérien de Ben Bella, le lancement d'une grande campagne politique dans tout le pays pour l'application des décrets de mars se sont effectués sous le contrôle direct de la présidence du conseil, sans débats préalables à l'Assemblée nationale algérienne, avant la tenue d'un congrès du FLN préconisé par Khider.

Les expropriations spectaculaires du domaine de la Trappe comme la confiscation des cinémas et hôtels, etc. sapant les positions de la couche bourgeoise, les mouvements de masses du style des campagnes de l'arbre et du Fonds National de Solidarité (13 milliards en 1 mois) comme les mesures en faveur des plus déshérités (les petits circons) visent à provoquer la Mobilisation Populaire.

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

Dans cette évolution le problème du Parti, dirigeant les masses, devient de plus en plus capital.

Jusqu'à présent, la difficulté provient du fait que l'ancien FLN en tant que parti national révolutionnaire est mort. Il a épuisé sa tâche et par l'afflux des carriéristes avec les dangers bureaucratiques que cela implique, il peut devenir même une force réactionnaire, en l'absence d'une véritable mobilisation populaire. Ce dernier facteur est aujourd'hui, en gros, en passe de se réaliser, mais la constitution du parti est encore à faire. Néanmoins, le nouvel élan révolutionnaire, ce second souffle de la révolution, limite très heureusement les conséquences de mesures assez maladroites telles que l'interdiction du P.C.A. et la proclamation formelle du principe du Parti unique, ainsi que l'intervention de militants du FLN au congrès de l'UGTA de février pour éliminer la direction sortante de la centrale, sans que ce soit absolument nécessaire.

Aucun marxiste-révolutionnaire sérieux n'imagine qu'une révolution puisse triompher sans une certaine guerre civile et une épuration des forces contre-révolutionnaires à travers l'instauration dans une première étape d'un régime de dictature. La question est de savoir dictature de qui contre qui, d'abord. Et la solidité du régime populaire dépend de l'alliance des paysans et des ouvriers qui ne peut se passer de la force indispensable contre les menaces de l'impérialisme et de la réaction indigène. Pour que cette alliance ne dégénère pas en dictature policière et bureaucratique contre les masses mêmes, il importe que le réseau des comités de gestion se généralise en tant que structure démocratique du mouvement des masses.

C'est dans ce cadre qu'aujourd'hui se pose le problème de la formation du parti révolutionnaire.

La condition d'une véritable démocratie socialiste implique que ce soient les masses elles-mêmes qui puissent choisir leur parti.

C'est maintenant la perspective ouverte à l'Algérie. Dans le numéro spécial du « Peuple » consacré au 1^{er} anniversaire de l'indépendance, après avoir constaté que le secteur socialiste représente actuellement un tiers de l'économie nationale et que c'est la prédominance de ce secteur qui conditionnera l'existence des secteurs privés et semi-privés un rédacteur aborde ce problème en ces termes :

« Les mesures d'auto-gestion ont le mérite d'avoir suscité les signes avant-coureurs d'un regroupement des militants révolutionnaires, œuvrant ensemble pour la concrétisation du socialisme. L'alliance des ouvriers des villes et des campagnes est donc un processus de regroupement des militants socialistes convaincus qui constituent un noyau d'avant-garde.

L'autre mérite est celui d'avoir situé les éléments qui sont opposés à ces mesures et par conséquent au socialisme à tous les niveaux ».

La Révolution algérienne n'a pas fini d'étonner le monde.

H. DUPARC.